



COLLOQUE INTERNATIONAL Appel à communications

Dates : 14 -16 novembre 2024 - **Lieu** : Université Joseph KI-ZERBO - **Format** : présentiel et en ligne

Les pratiques de l'information et de la communication dans une société en mutations

La généralisation et l'accélération des changements sociétaux ainsi que les mutations des espaces auxquels sont confrontés les pays africains, sous l'effet conjugué de forces tant internes qu'externes, posent de nouvelles questions et des défis inédits, sur les pratiques, les moyens et les formes de la communication, aux organisations et aux professionnels de l'information et de la communication. Les crises sanitaire, sécuritaire et humanitaire accélèrent la recomposition des sociétés et des territoires à différentes échelles. Aussi, le développement des technologies de l'information et de la communication, l'avènement et la démocratisation de l'Internet sont devenus des leitmotivs dans toutes les rencontres scientifiques et dans les lieux de décisions politiques. Enfin, les problèmes de bonne gouvernance, de démocratie et la reconfiguration rapide des enjeux géopolitiques, sur fond d'émergence récente de nouveaux acteurs extérieurs, de contestation de logiques postcoloniales et de logiques ethnopolitiques constituent un symptôme des mutations en même temps qu'ils y contribuent.

Dans ce cadre, l'objectif général du colloque est de s'interroger sur les mutations sociétales en cours et leurs influences sur, les formes d'information et de communication des organisations d'une part et, les pratiques des professionnels de l'information et de la communication d'autre part. Les réflexions proposées sur les mutations et les nouveaux enjeux qu'ils posent doivent nous permettre de débattre des questions suivantes : quelles sont les trajectoires et les pratiques induites par les nouveaux objets techniques de communication numérique en contexte de multiples défis économiques ? Quel rapport entre la montée des expressions citoyennes et les pratiques de communication organisationnelle ? Quels sont les rapports des médias aux pouvoirs politiques dans les pays en mutation ? Comment les entreprises, les organisations, les médias et les citoyens peuvent-ils faire face au défi de l'infobésité, de la désinformation et de la post-vérité ? Quels liens entre communication, médias, droits humains et démocratie en contexte de transitions politiques ?

Les propositions de communication doivent s'inscrire dans l'un des axes suivants :

Axe 1 : nouvelles formes de productivité, de circulation et de consommation de l'information.

Dans cette société contemporaine en pleine digitalisation, le centre de nos vies numériques se déplace vers les réseaux socio-numériques et le mobile. L'émergence du numérique dans les médias représente à la fois de formidables opportunités et un facteur majeur de remise en cause. Les modes de consommation sont modifiés, la chaîne de valeur en est transformée à son tour et les rapports de force restent incertains. De nouveaux canaux de diffusion, de nouveaux environnements concurrentiels, de nouvelles formes d'écriture transforment inévitablement les modèles de rentabilités usuels, les positions acquises sur le marché, et obligent les médias traditionnels à faire évoluer les règles établies. Ces constats soulèvent en réalité la question de l'économie des médias à l'ère du numérique et particulièrement le défi des nouveaux modèles économiques : la gratuité induit la monétisation de l'audience et un effet boule de neige, la publicité devient partie intégrante des plans médias, l'économie de l'attention ne suffit pas encore pour garantir la viabilité du modèle. En outre, le modèle dit de la société des médias (Julia Cagé, 2015 : 98) est à un stade embryonnaire.

Par ailleurs, les nouveaux mode de fonctionnement de l'univers informationnel qui caractérisent notre époque fragilise les démocraties et les systèmes politiques : « la désinformation sert les discours de haine, eux-mêmes subventionnés par les réseaux sociaux, qui font de la colère leur carburant idéal » (Huchon et Schmidt, 2022 : 188) le relativisme fait de la vérité une opinion parmi d'autres et sape la crédibilité du discours public ; résultat, toute trace de modération disparaît au profit du clivage et de la radicalité. La post-vérité peut donc être mobilisée dans le cadre de cet axe en vue de comprendre comment les mauvais usages de l'intelligence artificielle (IA) affectent et infectent l'information et génèrent de la désinformation.

Les contributions pourraient, dans cette optique, mettre en exergue les manifestations, les caractéristiques et les enjeux de cette désinformation assistée par IA dans divers domaines : la santé, le développement, les scrutins électoraux, l'espace public, la sécurité, la diplomatie, etc. Dans leurs communications, les contributeurs pourront également contextualiser et analyser comment l'IA influe sur les nouveaux producteurs de mensonge et leurs motivations. A l'ère de l'information utilisées comme armes de manipulation massive, les contributions pourraient faire ressortir comment les infox et l'IA, couplées aux données à caractère personnel des individus, peuvent devenir de redoutables armes d'influence. Elles pourraient également questionner et discuter le processus obscur par lequel des personnes tombent dans le complotisme, comment se structurent dans leurs esprits cette façon si particulière de voir le monde. Elles pourront analyser et discuter le danger que constitue la colère virtuelle et ses conséquences dramatiques dans la vie réelle. Enfin, les contributions pourront traiter cet axe sous le prisme de la socioéconomie des médias.

Axe 2 : les nouveaux modes d'expression citoyenne : facteurs de promotion de la désinformation ou de la parole publique ?

Les évolutions sociétales contemporaines se caractérisent en contexte africain par une évolution des habitudes de consommation de l'information et de la communication : l'immédiateté, l'instantanéité, l'ubiquité et la viralité déterminent la diffusion et la consommation de l'information sur fond de convergence numérique.

Cet axe traite des nouvelles expressions citoyennes des influenceurs, des contributeurs en ligne et des autres internautes dans le domaine de l'information et dans le secteur de la communication en Afrique. Ses usages en matière d'information sont relatifs au défi de la participation citoyenne à la démocratie, à la gestion de la cité, à la redevabilité digitale, aux espaces publics numériques. Il concerne également l'usage des réseaux socio-numériques au service de la marque, de l'optimisation, de l'efficacité, de la performance, de la motivation ou la réputation au sein et/ou des organisations ou des entreprises. Sous le prisme de la communication pour le développement, cet axe traite du challenge de la participation, de la diffusion des innovations, du changement de comportement et des transformations sociales en lien avec l'usage des réseaux socio-numériques. Dans leurs contributions, les contributeurs pourront s'inspirer de cette liste non exhaustive de constats et d'enjeux.

Les contributeurs pourront questionner les contributions des réseaux socio-numériques à la consolidation de la démocratie en Afrique et dans le Sud Global. Toutefois, la face hideuse des réseaux socio-numériques ne doit pas être mise en friche. Ils peuvent constituer une menace pour la gouvernance politique : à travers les réseaux socio-numériques, la défiance à l'égard des pouvoirs en place peut s'exprimer, s'organiser, mobiliser un grand nombre de citoyens » (Lempen, 2014 :55). Les réseaux socio-numérique sont également un défi pour l'autorité, la légitimité, la confiance et la responsabilité des États : (i) l'Etat made in Facebook est un *M'État*. En 2010, *The Economist* affirmait déjà que « malgré sa popularité gigantesque, Facebook n'est pas un État souverain mais commence à y ressembler et à agir comme tel » (Abiteboul et Cattan, 2022 : 139). (ii) Les règles des États s'imposent aux réseaux socio-numériques. Mais, les réseaux socio-numériques globalisés imposent leurs règles au-delà des frontières nationales. Cela conduit à un pluralisme normatif à repenser. (op. cit. : 39). (iii) Les réseaux socio-numériques nous informent et guident nos décisions et déterminent ainsi nos vies. Ils devraient se sentir investis d'une responsabilité comparable. Les effets pervers de réseaux socio-numériques font naître une crise de confiance entre les internautes et ces réseaux qui se traduit par une diminution des usages. Comment établir des bases saines pour restaurer cette confiance ? Il faut qu'ils expriment leur autorité dans ses espaces responsables protecteurs pour les utilisateurs et garantissent leur liberté d'expression. Les moyens pour y parvenir pourraient être la modération et la régulation. Les contributions à présenter au colloque pourront, notamment, proposer des questionnements contextualisés de ces problématiques. Leur recension n'est pas intégrale.

Axe 3 : les défis de la gouvernance des entreprises et des organisations face aux réseaux sociaux numériques.

Le concept de gouvernance définit en général la manière dont un domaine d'activité est administré. Il évoque un pouvoir anonyme, multiforme, non localisable. (Blaise Lempen, 2014 : 187). Contrairement au concept de gouvernement, la gouvernance suggère une modalité horizontale, partagée, consensuelle, décentralisée du pouvoir.

Dans l'entreprise ou l'organisation, il peut être convoqué, entre autres, dans le cadre de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). Confrontée aux réseaux socio-numériques, la gouvernance peut être mise à rude épreuve ou être consolidée en fonctions de l'usage qu'en font les usagers. Les réseaux socio-numériques influencent et bouleversent les dynamiques sociales, démocratiques et organisationnelles à plusieurs niveaux : l'é-réputation, le marketing digital, le cyber journalisme, la communication de crise face au numérique, les cyber influenceurs constituent des enjeux et des défis émergents pour les entreprises et les organisations. Ils peuvent constituer des menaces ou des opportunités pour l'entreprise et

l'organisation qui doit s'armer des ressorts homéostatiques robustes en vue de faire face aux fuites des documents administratifs, aux risques de manipulation de ses publics internes et externes, à la désinformation et aux flux de fake news susceptibles de saper la communication interne et partant la motivation et le rendement du personnel, à la diffusion de fausses nouvelles de nature à ternir sa e-réputation, ou aux contenus nocifs produits dans le *Dark web* ou à travers les *Deep fakes* et relayés de manière virale sur les réseaux socio-numériques, en raison de la convergence. Les contributions pourront s'appesantir sur ces défis et d'autres thématiques en lien avec cet axe.

Axe 4 : contextes de crise et appel à une réinvention des métiers de l'information et de la communication : une imposture ?

L'Afrique de l'Ouest et le Sud global font face ces dernières années à diverses crises : sécuritaire, humanitaire, démocratique, etc. cet axe est consacré aux effets de ces différentes crises (sécuritaire, humanitaire, sanitaire, etc.) sur les pratiques du journalisme professionnel, du journalisme citoyen de la communication des organisations au Sud et inversement.

En outre, « Internet est média qui permet aux individus de s'informer, de débattre et de se mobiliser (Leteinturier, 2009 : 116). Il confère au citoyen un pouvoir de démocratie directe et vise une participation politique stimulante. Le réseau des réseaux recèle de possibilités accrues de liberté, d'émancipation, de solidarité (Lempen, 2014 :33). Il sert de catalyseur de l'expression médiatique, ouvre la voie à l'émergence de sphères publiques alternatives et favorisent l'expression politique des internautes profanes. D'abord, Internet bouleverse les modes de production et de diffusion de l'information et libère des espaces de paroles sur les plateformes des médias. Le journalisme citoyen s'ouvre à tout individu désirent participer à la parole journalistique. Ensuite, des risques de débordements apparaissent dans l'espace électronique politique polymorphe induit par l'Internet : montée de la blogosphère politique pouvant occasionner la censure ou des arrestations, explosion du cybermilitantisme. Enfin, les foras de discussion politique en ligne et les groupes de débats sur les réseaux socio-numériques font d'Internet un dispositif complémentaire à celui de l'espace public traditionnel. La technique, la cyberdémocratie peut renforcer les institutions et soulager certains maux graves dont souffre la gouvernance politique : crise de la représentation, contrôle de l'agenda, intérêt inégal que le public porte à la politique, faibles taux de participation aux élections, conflits d'intérêts au sein des groupes sociaux, etc. (Coutant, 2012 : 42).

Les contributions dans cet axe pourront convoquer, questionner et discuter les notions de méta-journalisme (MF Bernier), d'identité du journalisme (D. Ruellan), de professionnalisme (MF Bernier, B. Grevisse, D. Ruellan, etc.), de journalisme sensible aux conflits, de journalisme d'accompagnement, de communication de crise à l'ère de la lutte contre le terrorisme et de réponse aux épidémies (COVID-19, Ebola, etc. ;), de communication de crise et de risques dans les organisations.

Modalités de soumission

Les propositions doivent être rédigées en français et envoyées par courriel à : colloque.lamco2024@ujkz.bf.

Chaque proposition doit contenir :

- Titre de la communication ;

- Nom, prénoms(s), statut, institution d'attache, courriel, contact téléphonique ;
- L'axe auquel se rattache la communication ;
- Un résumé (900 caractères espaces compris) Times New Roman, caractère 12
- Mots-clés : 5 mots maximum
- Présentation claire des objectifs, de la problématique, de la méthodologie, des résultats et des références bibliographiques mobilisées.

Les critères d'évaluation et de sélection seront :

- La pertinence de la proposition pour la thématique du colloque ;
- L'inscription de la proposition dans un des axes du colloque ;
- La clarté des objectifs, de la problématique et de la méthodologie.

Un appel à article sera également proposé à la suite du colloque pour une publication dans un ouvrage collectif, dépendamment du nombre de communications reçues.

Calendrier

- Lancement de l'appel : 26 février 2024
- Date limite de soumission des propositions : 2 avril 2024
- Retour sur les propositions : 15 avril 2024
- Confirmation de la participation et paiement des frais, délai 15 mai 2024

Conditions de participation

En vue de permettre au comité d'organisation de faire face à certaines dépenses, des frais de participation ont été institués suivant le barème ci-après :

- Enseignants-chercheurs, chercheurs et professionnels : 50.000 FCFA
- Doctorants et étudiants : 25.000 FCFA
- Institutions : 100.000 FCFA

NB : la programmation des présentations des communications acceptées est conditionnée au préalable par le paiement effectif et dans les délais prescrits des frais de participation. En cas de contretemps, les auteurs des communications sont priés de prévenir le plus tôt possible les responsables du colloque.

Comité scientifique

Pr Serge Théophile BALIMA, Université Joseph KI-ZERBO
 Pr Yves DAKOUO, Université Joseph KI-ZERBO
 Pr Gabin KORBEOGO, Université Joseph KI-ZERBO
 Dr Firmin GOUBA, Université Joseph KI-ZERBO
 Dr Régis Dimitri BALIMA, Université Joseph KI-ZERBO
 Dr Emile Pierre BAZYOMO, Université Joseph KI-ZERBO
 Dr Lacina KABORE, Université Joseph KI-ZERBO

Comité d'organisation

Dr Firmin GOUBA, Université Joseph KI-ZERBO
 Dr Régis Dimitri BALIMA, Université Joseph KI-ZERBO
 Dr Emile Pierre BAZYOMO, Université Joseph KI-ZERBO

Dr Lacina KABORE, Université Joseph KI-ZERBO
Dr Taïrou BANGRE, Université Joseph KI-ZERBO
Dr Aïcha TAMBOURA, Université Joseph KI-ZERBO
Dr Danielle BOUGAIRE, Université Joseph KI-ZERBO
Dr Alizeta OUOBA, Université Joseph KI-ZERBO
Dr Issa BORO, Université Joseph KI-ZERBO
Dr Lucien BATCHO, Université Joseph KI-ZERBO
Dr Esther KONSIMBO, Université Joseph KI-ZERBO
Dr Alizata SANA, Université Joseph KI-ZERBO

Bibliographie

BADOUARD, R., (2017), Le désenchantement de l'internet, désinformation, rumeur et propagande, Paris, Fyp Editions
CASILLI, Antonio, 2010, Les liaisons numériques. Vers une nouvelle sociabilité ?, Paris, Seuil.
CASTELLS, Manuel, 2001, La société en réseaux, 3 tomes, Paris, Fayard.
COLON, D., (2021), Propagande, la manipulation de masse dans le monde contemporain, Paris, Editions Flammarion.
GEORGE, Éric (dir.), 2019, Numérisation de la société et enjeux sociopolitiques. 2 tomes. ISTE Éditions.
JULES, A. & LEBIGRE, L. (2013). L'information : le temps de la gouvernance. Documentaliste Sciences de l'Information, 50 (1), p. 24-25.
LE COADIC, Y.-F. (2013). La science de l'information. Paris : PUF.
PELISSIER, N. et ROMAIN, N. (2008). La presse en ligne : vers un nouveau média. ? Dans Khaled, Z. Les Enjeux de l'information et de la communication (pp. 2-13).